

Responsabilité et développement : le riz au Mali

Le sous-développement agricole africain n'est pas une fatalité. L'exemple de l'Office du Niger, au Mali, démontre qu'une politique de responsabilisation améliore la productivité, la compétitivité et donc le quotidien des paysans. Un cas susceptible de connaître de nombreuses répliques sur le continent.



© IRAM

Battage du riz au Mali.

L'agriculture est la principale source de richesse du Mali, dépourvu de ressources minières (excepté l'or), où vivent environ 13,6 millions d'habitants. Elle dépend cruciallement du Niger, un des plus grands fleuves d'Afrique. Le barrage de Markala, construit en 1930, devait permettre d'irri-

guer un million d'hectares et nourrir la population de l'Afrique de l'Ouest. Sa gestion a été confiée à l'Office du Niger. Aujourd'hui, les eaux du fleuve n'irriguent que 80 000 hectares et la production ne dépasse pas 500 000 tonnes de riz, à laquelle s'ajoutent des cultures vivrières, destinées à la consommation familiale et la vente sur les marchés locaux. Comment expliquer cet écart entre les rêves des ingénieurs de la période coloniale et la réalité de 2008 ? L'Office du Niger a très tôt maîtrisé la façon de gérer l'eau et la terre, de cultiver le coton (abandonné en 1970), puis le riz. Mais ni les directeurs français de la période coloniale, ni les premiers gouvernements africains depuis l'indépendance

du pays en 1960 ne sont parvenus à faire des « colons » recrutés dans les pays frontaliers des agriculteurs performants, des paysans propriétaires de leur champ. L'explication n'est pas à rechercher dans le niveau de compétence des techniciens locaux, dans la pauvreté du sol ou l'âpreté du climat. Elle réside dans la gestion humaine et sociale de ce projet. Le système mis en place dès les débuts du projet et

jamais remis en cause depuis a enfermé les paysans dans une organisation martiale. Privés d'initiative, locataires de leur parcelle, sans garantie pour leur avenir, il était difficile aux nouveaux « colons » de se comporter en agriculteurs actifs et motivés. Jusqu'au jour où ils ont décidé de réagir et de reprendre l'initiative après la chute du président Moussa Traoré, en 1991. Sous les mandats de ses successeurs, les présidents Alpha Oumar Konaré et Amadou Toumani Touré, ils se sont organisés pour

négocier avec l'Office leurs conditions de travail, le prix de l'eau et les engrais, les façons culturales (modes de travail du sol) et pour contribuer à la fixation des prix avec leurs clients. Depuis qu'ils ont pris la parole et ont accédé aux prises de décision, les rendements ont augmenté. L'espoir est revenu. Nouvel objectif : l'accès à la propriété de leurs lots. L'exemple emblématique de l'Office du Niger tend donc à

démontrer que le développement ne repose pas seulement sur des paramètres techniques. La dimension humaine et politique est incontournable : elle responsabilise les agriculteurs et leur garantit un avenir sur la terre qu'ils travaillent et les protège contre des concurrences déloyales.

Infos : Coordination pour l'Afrique de demain (CADE), www.afrique-demain.org. La dernière rencontre-débat de la CADE était centrée sur le film *L'Office du Niger, du travailleur forcé au paysan syndiqué*, Iram 2007.

DEPUIS QU'ILS ONT ACCÉDÉ AUX PRISES DE DÉCISION, LES RENDEMENTS ONT AUGMENTÉ